

# Impact des nouveaux acteurs régionaux sur les dynamiques africaines

Par Oumnia Boutaleb

PB - 38/22

L'engagement des acteurs extérieurs au niveau du continent africain ainsi que sa nature n'ont cessé d'évoluer. Si au début des années 90 l'intérêt pour le continent ainsi que l'attractivité dont celui-ci jouissait semblaient s'être quelque peu dissipés, le début du 21ème siècle a marqué un regain d'intérêt et une nouvelle perception de l'Afrique. L'évolution des dynamiques géopolitiques à l'échelle mondiale a réorienté la vision des acteurs extérieurs concernant le continent. La mondialisation poussée, accompagnée d'une interconnexion et d'une forte concurrence ainsi que d'un intérêt croissant pour les ressources naturelles et l'apparition de nouveaux défis sécuritaires traversant les frontières traditionnelles, sont autant d'éléments qui ont redirigé l'intérêt desdits acteurs extérieurs vers le continent africain. Ces dernières années ont été marquées par une présence et une influence de plus en plus accrues d'acteurs extérieurs en Afrique. Au-delà d'avoir permis à ces derniers de remettre l'Afrique au centre de leurs intérêts, ces nouvelles dynamiques ont suscité l'intérêt de nouveaux acteurs qui, jusque-là, étaient absents de l'échiquier africain. Si les puissances traditionnelles sont surtout occidentales, à l'instar des Etats-Unis, du Royaume-Uni, de la France, aujourd'hui de nombreux émergents tentent de se positionner en Afrique. Avec le jeu des alliances, cette influence extérieure impacte également le jeu des influences intra-africaines auxquelles se livrent les pays africains les plus robustes économiquement dans leur volonté de déployer une stratégie au niveau du continent.

---

## INTRODUCTION

Le continent africain a une longue histoire avec les interventions étrangères dans le domaine sécuritaire. Au début des années 90, l'intérêt pour le continent ainsi que l'attractivité dont il jouissait semblaient quelque peu en recul. Le début du 21<sup>ème</sup> siècle a marqué un regain d'intérêt pour l'Afrique, signe d'une perception nouvelle du continent. Alors que la plupart des acteurs faisaient passer l'Afrique au second plan, un ensemble de changements à l'échelle mondiale a réorienté leur vision du continent. La mondialisation poussée, entraînant une forte connexion, et une forte concurrence ainsi que l'intérêt croissant pour les ressources naturelles et l'apparition de nouveaux défis sécuritaires traversant les frontières traditionnelles, sont autant d'éléments ayant redirigé l'intérêt des acteurs extérieurs vers le continent africain.

Au cours des dix dernières années, plus précisément depuis la décennie 2010, l'Afrique a connu une présence et une influence de plus en plus accrues d'acteurs externes. En plus d'avoir permis à ces acteurs de remettre l'Afrique au centre de leurs préoccupations, ces nouvelles dynamiques ont suscité l'intérêt de nouveaux acteurs qui, jusque-là, étaient absents de l'échiquier africain. Si les puissances traditionnelles sont surtout occidentales, à l'instar des Etats-Unis, du Royaume-Uni, de la France, aujourd'hui de nombreux émergents tentent de se positionner dans le continent. Ainsi, de nouveaux acteurs ont fait leur entrée dans différents domaines. Avec le jeu des alliances, cette influence extérieure impacte également le jeu des influences intra-africaines auxquelles se livrent les pays africains les plus robustes économiquement avec la volonté de déployer une stratégie africaine.

Dans le cadre de cette publication, nous nous intéresserons principalement à la Chine et à la Russie, deux pays formant les BRICS (aux côtés du Brésil, de l'Inde et de l'Afrique du Sud), de même qu'à la Turquie, de plus en plus présente sur la scène mondiale. Pour ces pays, il s'agit de mettre en évidence leurs agendas économiques et sécuritaires en Afrique. Les liens tissés reposent principalement sur des approches d'abord bilatérales sur lesquelles se greffent des approches multilatérales à travers des forums dans des domaines de coopération. Sur le plan militaire, à partir du début des années 2000, on a remarqué un changement considérable de la nature des activités sécuritaires. Alors que la présence des puissances régionales en Afrique était surtout perceptible à travers une présence militaire s'inscrivant dans la durée, ainsi que des interventions militaires directes, on assiste de nos jours à des interventions militaires ponctuelles et indirectes à travers la formation des forces assurant la sécurité au niveau interne, des apports sécuritaires de haut niveau comme la sécurité des chefs d'Etat. Cependant, plusieurs actions militaires tangibles, à l'instar de la présence des troupes françaises en Afrique de l'Ouest ou encore l'installation des différentes bases militaires à Djibouti, s'avèrent effectives. La multiplication de la présence militaire, sous toutes ses formes, servant primordialement les intérêts politiques et de défense propres à chaque pays, entraîne une complexification du paysage sécuritaire africain.

Cette multiplication des acteurs semble entraver la gestion de la question sécuritaire propre au continent africain. Dans plusieurs cas de figure, on assiste à une abondance de ressources sécuritaires sans que celle-ci soit synonyme d'efficacité. Le manque de coordination mène à l'implication de différents acteurs sur un même projet de sécurité. Les frictions entre grandes puissances ou puissances émergentes ainsi que la course à l'influence qui se joue entre ces derniers sont exportées dans le continent africain créant ainsi des jeux de pouvoirs impactant les dynamiques internes. En 2018, par exemple, les tensions entre le Qatar et les Emirats Arabes Unis se sont traduites dans des pays africains comme la Somalie et le Soudan qui entretenaient des relations privilégiées avec les deux

---

monarchies du Golfe. 48 pays africains ne reconnaissent pas Taïwan. Dans une perspective de rapprochement avec la Chine, le Burkina-Faso a retiré sa reconnaissance à Taïwan. Plus encore, plusieurs pays occidentaux, principalement européens, partageant des liens avec l'Afrique, projettent dans le choix de leurs interventions, la crainte que les problématiques sécuritaires africaines n'atteignent leurs propres territoires. Ainsi, ces derniers tentent de se prémunir contre une contagion de la prolifération des groupes extrémistes, d'une montée de la criminalité transnationale ainsi que des défis sécuritaires auxquels font face les pays africains. Bien que certains acteurs présentent au départ des motivations tout à fait louables par leurs tentatives d'aider les pays africains à s'imprégner de politiques spécifiques à leurs propres problématiques sécuritaires, les programmes qu'ils proposent sont souvent prédéfinis selon leurs standards. De ce fait, toute dérive au programme présenté est considérée comme une menace et peut entraîner une intervention.

Il serait toutefois présomptueux d'admettre que seul l'intérêt sécuritaire pousse ces nouvelles puissances à s'intéresser à l'Afrique. Le continent est reconnu comme étant l'espace le plus pourvu en ressources naturelles dans le monde. C'est une composante qu'il convient d'étudier en profondeur lorsqu'on se penche sur les raisons de la multiplication des acteurs externes en Afrique. L'accès aux ressources, principalement pour des pays émergents, en plein développement industriel, ou encore pour des pays dont les besoins d'approvisionnement s'avère extrêmement important. Les pays impliqués dans les projets d'exploitation de ressources tentent de s'assurer l'accompagnement des producteurs les plus importants ou du moins de ceux dont le potentiel en ressources naturelles semble être le plus attrayant.

## **CROISSANCE DE L'INFLUENCE DES NOUVEAUX ACTEURS**

Les partenaires traditionnels de l'Afrique, principalement occidentaux, ont joué le plus grand rôle dans la création de l'Union africaine (UA) et dans l'adoption de sa structure actuelle. La vision fondatrice de l'Union, ayant pour objectif d'instaurer une région plus intégrée ainsi que de mettre en avant la recherche de la paix et de la sécurité, a été définie conjointement avec les acteurs extérieurs traditionnels connus sur le continent. Ce n'est que quelques années plus tard que la recherche d'influence des nouveaux acteurs s'est étendue dans le cadre de l'Organisation continentale. Ces nouveaux acteurs se sont dans un premier temps distingués par des aides financières. L'exemple le plus représentatif de cette nouvelle dynamique est le modèle chinois. Pékin a fait un don de 200 millions de dollars pour permettre la construction d'un centre de conférences ainsi que du nouveau siège de l'Union en Ethiopie en 2012. Plus encore, en ce qui concerne la participation de l'UA aux opérations de la paix dans le cadre des Nations unies, les contributions financières de la Chine se chiffrent à un peu plus de 15 % du budget total en 2019. Sur l'ensemble du budget alloué à ces mêmes opérations, près de 66 % étaient dédiés aux opérations prévues sur le continent africain. C'est dire qu'à travers son financement, la Chine s'assure une influence non-négligeable dans les pays où ces processus de paix étaient implémentés. Cela confère à Pékin un poids dans la défense de la marche à suivre pour assurer une sortie de crise. Du point de vue occidental, la Chine représente un concurrent de taille sur le continent du fait des liens commerciaux que Pékin est parvenue à tisser avec les pays africains. Grâce à la multiplication des dons et des financements de projets, principalement concernant le développement d'infrastructures au profit de ses partenaires africains, la Chine a été en mesure de s'assurer des opportunités attractives.

---

## LA RUSSIE AU CŒUR DES DYNAMIQUES SÉCURITAIRES AFRICAINES

Au cours des dernières décennies, la Russie a opéré son retour sur le continent africain. Le président Vladimir Poutine avait effectué, en 2006, une première tournée à travers le continent qui l'avait mené en Afrique du Sud, en Algérie et au Maroc. Discret, dans un premier temps, l'engagement de Moscou en Afrique coïncide avec le sentiment d'accuser un recul d'influence dans sa région traditionnelle à partir de 2014 et son annexion de la Crimée. De nos jours, Moscou exerce une grande influence sur certains de ses partenaires africains à travers principalement ses engagements dans les domaines sécuritaire et économique. L'absence de précédents coloniaux entre le continent et la Russie joue indéniablement en faveur de Moscou. Alors que les relations entre l'Afrique et ses anciennes puissances coloniales s'avèrent aujourd'hui de plus en plus tendues, la stratégie russe s'appuie sur cette spécificité pour étendre son influence. Si c'est principalement ce facteur qui différencie les Russes des pays occidentaux, Moscou dispose de davantage de moyens d'influence. Contrairement aux Occidentaux, très présents sur le continent, mais souvent critiqués par la conditionnalité de leurs partenariats et aides, Moscou conclut des accords et partenariats tout en demeurant fidèle au principe de non-ingérence dans les affaires internes de ses partenaires. Cette non-ingérence permet à la Russie de s'assurer une coopération plus fructueuse de la part de ses partenaires africains. Moscou intègre le continent africain en se basant sur une stratégie impliquant ses entreprises publiques et privées. Comme de nombreux pays attirés par le potentiel minier du continent, la Russie cible en priorité les pays du continent dont la richesse en ressources naturelles est avérée et qui disposaient déjà de liens forts avec l'ex-URSS. Ce sont justement ces derniers pays qui bénéficient des partenariats sécuritaires russes en offrant plus de chance à la Russie de s'intéresser à leurs secteurs miniers. Le renforcement de la présence russe et de l'établissement de ses liens repose également sur cet aspect. La compagnie de sécurité privée Wagner porte l'ambition russe sur le continent, bien qu'officiellement le Kremlin s'en défend. Son expansion retrace sensiblement la dynamique d'influence russe de ces dernières années. D'abord présente en Afrique australe, plus précisément au Mozambique, pays où elle a joué un rôle important mais dans lequel l'implication de cette dernière a été majoritairement critiquée, et en Afrique de l'Est du fait du rôle qu'elle a joué en Libye, sa présence est aujourd'hui relevée en Afrique de l'Ouest et en Afrique Centrale. C'est avec une stratégie rampante que la compagnie de sécurité s'implante dans l'ensemble des régions africaines de façon graduelle ouvrant ainsi la voie à Moscou pour l'expansion de ses intérêts géopolitiques.

Sur le plan sécuritaire et militaire, la Russie dispose d'un éventail d'éléments lui permettant de s'ancrer dans le continent. Aujourd'hui, la Russie compte quelques vingt accords militaires conclus avec des gouvernements africains. A l'échelle mondiale, la Russie est le premier fournisseur d'armes aux Etats, classement qui s'applique au continent africain. Entre 2012 et 2017, la vente d'armes russes aux pays africains a presque doublé, selon les données de l'Institut international de la recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI). D'ailleurs, les ventes d'armes russes représentaient la part la plus significative devant la Chine, les Etats-Unis et le Royaume-Uni. A cette même période, 39 % des armes importées sur le continent provenaient de la Russie. Outre la vente d'armements, le pays fournit un accompagnement technique et militaire aux forces armées africaines. Plus encore, à travers Wagner, le pays engage ses éléments paramilitaires un peu partout en Afrique. Cette force d'intervention est devenue dominante dans la stratégie d'influence de Moscou. L'arrivée des milices militaires de Wagner au Mali, accompagnée d'une certaine popularité des Russes auprès de la population malienne, ont été remarquées. Au même moment, les

---

relations entre la France et le Mali ont connu des tensions sans précédent. La France, qui était jusqu'alors le principal partenaire sécuritaire de Bamako, a été priée de quitter le pays par launte militaire toujours au pouvoir depuis le coup d'Etat en mai 2021. Alors que la compagnie de sécurité russe s'est frayée un chemin dans ce territoire très prisé des militaires français, la France a finalement décidé de retirer ses troupes après plusieurs années de présence<sup>1</sup>. Les Maliens placent un grand espoir dans l'apport militaire russe pour stabiliser la situation politique et sécuritaire de leur pays. Historiquement, la France a assuré une grande partie de la sécurité et œuvré pour la lutte contre la formation de groupes extrémistes sur le continent. Même lors de la guerre froide, face à un empire soviétique s'invitant davantage dans le paysage sécuritaire africain, la France défendait avec ferveur ses partenaires. C'est principalement auprès des mouvements de libération nationale que la Russie tentait d'intervenir. L'échec des Français aujourd'hui au Mali ou encore en République Centrafricaine dénote un regain de puissance russe auprès d'une large partie de la population et de la classe politique et des agents de sécurité.

La stratégie russe en Afrique est réputée se décomposer en deux phases principales. Le pays intervient dans un premier temps à travers la composante sécuritaire et militaire en usant de l'ensemble de ses moyens ainsi qu'en portant assistance à ses partenaires. Ensuite, Moscou se sert de son implantation sécuritaire pour accéder à d'autres secteurs économiques d'importance stratégique pour ses intérêts géopolitiques. Au Mozambique, la découverte d'un important potentiel en gaz offshore a placé le pays au centre d'une concurrence accrue entre plusieurs puissances. Etant donné que le gaz représente une ressource très disputée et que chaque pays tente d'assurer des sources d'approvisionnement, la Russie s'est intéressée au pays de très près. En 2015, Moscou et Maputo signent un accord de coopération militaire qui couvrait la période allant jusqu'à 2020.<sup>2</sup> La naissance d'un groupe extrémiste au nord du Mozambique dans la province de Cabo Delgado inquiète les Russes. L'importance des investissements dans les infrastructures nécessaires aux procédés d'extraction et de production de gaz et de pétrole font craindre aux autorités de lourdes pertes financières et matérielles. En 2017, le groupe terroriste annonce vouloir instaurer un Etat islamiste dans cette région très riche en ressources naturelles.<sup>3</sup> Le gaz et le pétrole ne sont en effet pas les seules ressources présentes mais on y trouve également des rubis et des saphirs. Pour Moscou, l'importance des ressources mozambicaines justifie le dispositif militaire qui sera déployé.<sup>4</sup> Alors que la Russie prévoyait d'abord de procéder à la formation du personnel militaire du Mozambique et de fournir une aide technique, l'envoi des paramilitaires de la société Wagner sera finalement décidé en 2019. Par la suite, un accord signé entre les deux gouvernements permet la facilitation de l'accès des navires russes aux côtes mozambicaines.<sup>5</sup> A travers son implication militaire, la Russie a réussi à créer des liens solides avec le pouvoir en place et à se hisser en tant que partenaire.

En République centrafricaine, la Russie a réussi à se trouver un allié de taille. Depuis l'opération militaire menée par la France, une grande partie du territoire centrafricain demeure hors du contrôle de l'Etat et les milices armées continuent de représenter une menace. Cet enchainement fait perdre de l'influence à la France au profit de la Russie. Les forces russes se sont largement impliquées dans la sécurisation du pays. En 2017,

---

1. Tracking the Arrival of Russia's Wagner Group in Mali. (2 février 2022). Center for Strategic and International Studies.

2. Tristan Coloma. (Mai 2020). La stratégie économico-sécuritaire russe au Mozambique, IFRI.

3. "The Genesis of Insurgency in Northern Mozambique". (31 octobre 2019). Institute for Security Studies.

4. "Russia Boosts Military Cooperation with Mozambique After Attacks". (7 mars 2018). Bloomberg.

5. "La société russe Rosneft s'offre un boulevard sur le marché mozambicain de l'exploration pétro-gazière". (26 août 2019). Agence Ecofin.

---

Vladimir Poutine est parvenu à acheminer des armes malgré l'embargo sur le commerce des armes imposé par le Conseil de sécurité de l'ONU dès 2013. De plus, la sécurité du président centrafricain était elle-même assurée par la Russie qui avait nommé un conseiller à la sécurité russe pour contourner toute tentative de force. Moscou a également contribué à la formation des forces sécuritaires assurant la protection du président. Le Soudan est l'autre pays d'Afrique qui représente un intérêt stratégique pour le regain d'influence russe dans le continent. Aux côtés d'autres pays arabes, Moscou a apporté son soutien à l'armée pour renverser l'ancien président Omar-el-Béchir. Les troupes soudanaises avaient été entraînées par la société Wagner. Dans l'ensemble de ces cas, l'aide militaire du Kremlin procède d'une stratégie de pénétrer dans les pays à travers l'aspect sécuritaire. De ce fait, Moscou construit des liens forts avec les gouvernements en place ou ceux à venir élargissant ainsi son influence et garantissant des partenariats dans plusieurs domaines.

La Russie est très active en ce qui concerne sa participation aux processus de paix. En plus de sa contribution au Fonds africain pour la paix, Moscou accorde aujourd'hui beaucoup d'importance à sa participation à la formation du personnel militaire et sécuritaire à travers l'envoi de troupes dans le cadre de l'ONU. Sur les plans diplomatique et politique, les Russes coopèrent de plus en plus avec leurs homologues africains. Comme en témoigne le sommet Russie/Afrique qui s'est tenu à Sotchi en 2019 et au cours duquel les dirigeants russes ont pu rencontrer une cinquantaine de leurs homologues africains et conclure des accords commerciaux avec bon nombre d'entre eux. Ce sommet réunissant l'ensemble du continent est représentatif de la place qu'occupe aujourd'hui la Russie pour les dirigeants africains. En 2018, plusieurs dirigeants africains ont pu s'entretenir avec le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov lors du Forum de Saint-Petersbourg.

Les investissements en termes énergétiques représentent l'une des plus grandes motivations de la Russie sur le continent africain. A travers de très nombreux investissements, dans des secteurs aussi variés que le nucléaire, le gaz et le pétrole, Moscou a enclenché une véritable diplomatie énergétique. De ce fait, la Russie est présente dans plusieurs pays africains comme la Libye, Madagascar, le Mozambique ainsi que l'Egypte. Sa présence est principalement remarquée à travers de grandes entreprises spécialisées en hydrocarbures ou en ressources naturelles de façon générale. En Ethiopie, la Russie envisage de créer un centre d'énergie nucléaire pour hisser le pays en pôle énergétique sur le continent. En 2018, Moscou oriente son intérêt vers l'industrie nationale algérienne et conclut un accord d'approvisionnement pétrolier avec Alger. En 2006 déjà, la Russie entreprenait son retour sur le continent, principalement à travers le partenaire algérien. En échange de l'effacement de sa dette, la Russie signe avec l'Algérie un important contrat d'armement. Depuis, Alger représente près de 80 % des ventes d'armes russes sur le continent africain. C'est justement à travers la vente d'armes que Moscou a réussi à intégrer un autre secteur économique d'importance capitale, à savoir les hydrocarbures. Ainsi, le géant énergétique russe Gazprom a découvert trois champs gaziers. Dans le cadre du contrat de 2018, la Sonatrach, société nationale algérienne de gestion pétrolière, bénéficiera du transfert de connaissances techniques et de savoir-faire de la Transneft, entreprise russe de transport de pétrole à travers des pipelines.<sup>6</sup> Toujours en 2018, la Zambie se rapproche à son tour de Moscou à travers la signature d'un accord de coopération pour la construction d'un réacteur de recherche aux côtés d'un accord prévoyant la construction d'un Centre de sciences et de technologie nucléaire.<sup>7</sup> Alors que l'Afrique du Sud était l'unique pays

---

6. La Russie à la conquête du continent africain : nouvelle aire d'influence de Moscou. (19 juillet 2019). Centre de ressources et d'information sur l'Intelligence économique et stratégique.

7. Rosatom and the Republic of Zambia signed a general contract for the construction of a Center for Nuclear Science and Technology. (15 mai 2018). Press Service of Rosatom.

---

africain à s'être muni d'une centrale nucléaire, l'Egypte est venue lui emboîter le pas. En 2015, la visite du président Poutine en Egypte se soldera par la signature d'un accord intergouvernemental pour la construction de la première centrale nucléaire du pays. Le projet de 30 milliards de dollars sera financé à hauteur de 85 % par la Russie et 15 % par l'Egypte à travers des investissements privés.<sup>8</sup> La construction est prévue courant 2022 et sera assurée par l'opérateur russe Rosatom. Le secteur énergétique est un dossier très politique pour les deux pays, puisqu'il marque une certaine indépendance. Cet accord renvoie à la construction du barrage d'Assouan par l'URSS en pleine période de guerre froide. Ce dernier avait revêtu le symbole d'une certaine indépendance de l'Egypte à l'égard des occidentaux. Aujourd'hui encore, la Russie se retrouve aux côtés de l'Egypte qui tourne de plus en plus le dos aux Occidentaux. Pour les Russes, cet accord ne profitera pas seulement aux Egyptiens. Moscou a, en effet, prévu la mise en place d'une zone industrielle exclusivement russe en Egypte à travers un investissement de sept millions de dollars. Le Caire offre un emplacement enviable à la Russie pour accéder non seulement aux marchés africains mais également à ceux de la région orientale. Toujours sur le plan nucléaire, la Russie a répondu positivement aux aspirations nigérianes pour la construction d'une centrale et d'un centre de recherche. Le Soudan et le Rwanda font partie des pays dont le développement énergétique sera assuré par la Russie.

Il y a quelques années, encore, les Russes semblaient loin derrière les Etats-Unis, la Chine ou encore l'Union européenne (UE) en termes d'investissements économiques. En 2010, les échanges commerciaux entre la Russie et l'Afrique subsaharienne représentaient seulement 1,8 milliard de dollars du chiffre global. En 2018, le flux des échanges commerciaux a augmenté pour atteindre 20 milliards de dollars<sup>9</sup>. De plus, la Russie représente un partenaire de taille du continent en termes d'importations puisque les exportations russes à destination du continent ont atteint 3 milliards de dollars en 2018. En ce qui concerne les importations russes à partir du continent<sup>10</sup> africain, celles-ci tournent principalement autour des produits agricoles et énergétiques.

Ainsi, ces dernières années ont été marquées par une présence russe remarquable sur le continent. Moscou a réussi à avoir une influence dans des pays historiquement proches de l'Occident. C'est principalement à travers des partenariats militaires, sécuritaires ou encore énergétiques que les Russes sont parvenus à s'affirmer tant que puissance en Afrique.

---

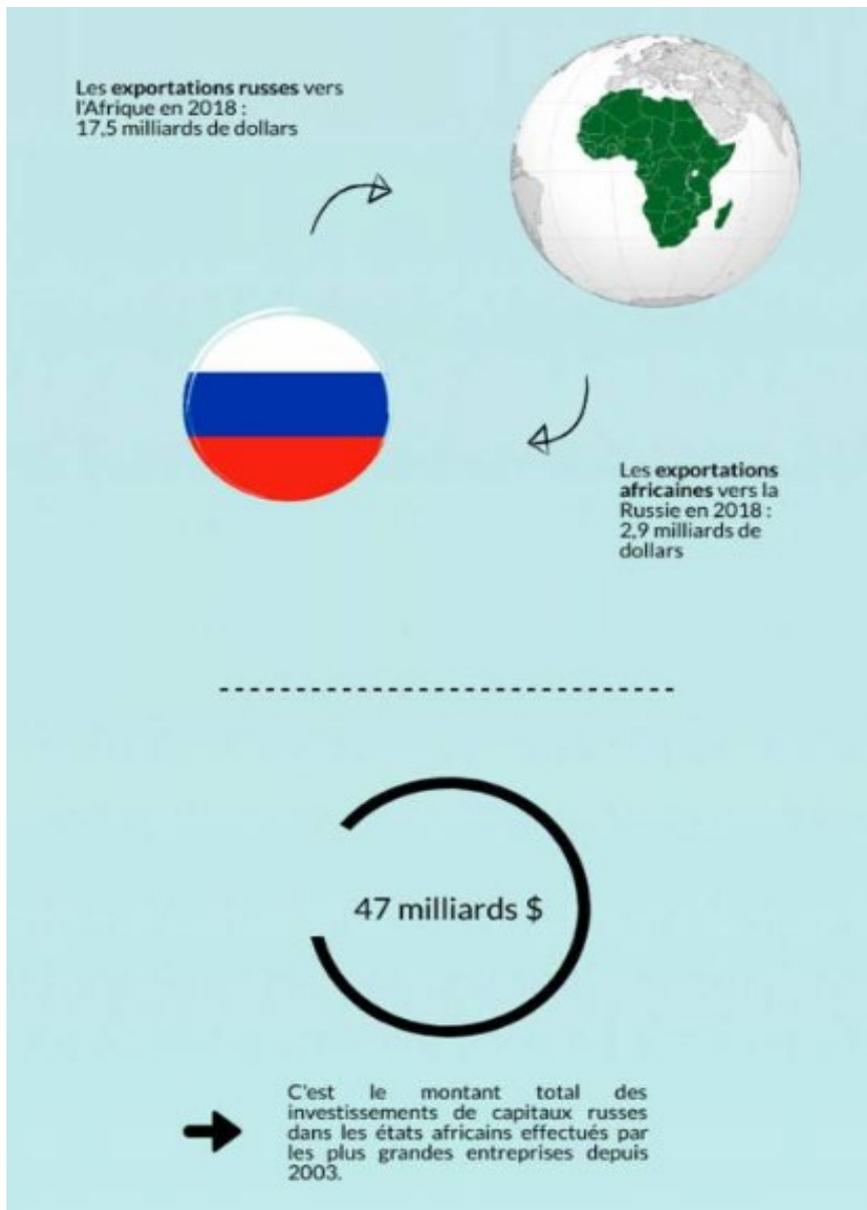
8. Russia lends Egypt \$25 billion for Dabaa nuclear power plant. (23 février 2020). Al Monitor.

9. Russie-Afrique : l'économie au cœur du nouveau partenariat. (21 octobre 2019). Le Point.

10. Russie - Afrique : l'économie au cœur du nouveau partenariat. (21 octobre 2019). Le Point.

Figure 1

## Echanges commerciaux entre l'Afrique et la Russie en 2018



## CONTROVERSE AUTOUR DE L'INFLUENCE CHINOISE EN AFRIQUE

En seulement quelques décennies, la Chine est devenue une puissance politique et la première dans ses échanges économiques avec l'Afrique. C'est aujourd'hui l'un des partenaires les plus importants concurrençant les puissances occidentales. Aujourd'hui, on parle souvent de « Chinafrique » lorsqu'on s'intéresse aux relations qui lient Pékin au continent. Cette expression fait référence à la similitude des intérêts partagés par les deux parties. La politique chinoise sur le continent africain se traduit par une stratégie qui est présentée par les Chinois comme étant basée sur une relation Gagnant-gagnant. Ainsi, alors que la Chine considère l'Afrique comme un réservoir de ressources naturelles ainsi qu'un

---

allié dans les instances internationales, du fait du grand nombre de pays que renferme le continent, les Africains, eux, voient en la Chine un partenaire les dotant d'infrastructures et un pourvoyeur en ressources financières. De plus, dans la conduite de ses partenariats, la Chine ne s'immisce pas dans les affaires politiques internes et n'émet aucun jugement sur les régimes politiques et leurs modes de gouvernance.<sup>11</sup> C'est justement ce qui amène de nombreux pays africains à considérer la Chine comme une alternative viable aux différentes institutions financières ainsi qu'à leurs partenaires traditionnels. Si les relations sont souvent décrites comme étant établies sur un pied d'égalité, l'importance de la Chine pour l'Afrique est loin d'égaliser celle de l'Afrique pour la Chine. En 2022, la valeur des exportations de la Chine vers l'Afrique s'élève à 110 milliards de dollars<sup>12</sup>. Inversement, pour l'Afrique, la Chine représente 16,4 % de son commerce avec le reste du monde au cours de la même année. Contrairement aux Russes, disposant de très grandes compétences et moyens en matière de sécurité, mais dont la capacité d'investissement ne lui permet pas de doter le continent en infrastructures, la Chine elle détient des ressources financières très importantes. De plus, Pékin est le premier prêteur des pays africains. Entre 2000 et 2019, la Chine a été à l'origine de 153 milliards de dollars de prêts cumulés à 50 Etats africains.<sup>13</sup> En 2019, elle a été considérée comme la détentrice du tiers de la dette africaine extérieure. La stratégie chinoise semble porter ses fruits puisque Pékin constitue le premier partenaire commercial du continent africain. Toujours en 2019, le volume des flux échangés s'est élevé à 208 milliards de dollars. En termes de soft power, la Chine s'implique de plus en plus en Afrique. Grâce à la mise en place de 62 instituts Confucius, le pays parvient à élargir son influence dans les pays qui en disposent. Tout comme la Russie, la Chine participe largement aux opérations de maintien de la paix sur le continent.

La stratégie de la route de la soie représente la pierre angulaire de la politique de la Chine au cours de ces dernières années. Concernant l'Afrique, la stratégie chinoise a été alignée sur l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Cette initiative permet aux produits chinois d'intégrer les marchés européens. Les pays africains servent en principe de tremplin à la Chine dans l'atteinte de cet objectif. Le site officiel de la Belt and Road Initiative indique que 42 pays africains ont procédé à la signature d'un accord ou d'un MoU dans le cadre de l'initiative chinoise. La majorité des investissements réalisés par la Chine dans le cadre de la Belt and Road Initiative sont dirigés vers les pays de la Corne de l'Afrique. Ainsi, pour la Chine l'intérêt africain revêt des motivations plus géopolitiques qu'économiques. Pékin peut compter sur 53 pays sur le continent pour élargir son influence sur la scène internationale. De plus, ses alliés africains lui permettent de gagner un avantage dans son jeu stratégique avec son concurrent américain. De plus, en accordant son soutien financier et économique aux pays africains, la Chine s'assure le soutien de ces derniers dans le but de se créer une clientèle lui permettant de retrouver sa puissance. Par ailleurs, le gouvernement chinois encourage fortement l'implantation des entreprises chinoises dans des pays africains. Celles-ci font souvent venir leur propre main-d'œuvre de la Chine et par conséquent font peu appel à la main-d'œuvre locale. La Chine a conclu des accords avec plusieurs Communautés économiques régionales (CER) à l'instar de la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest) ou encore continentales comme c'est le cas avec l'Union africaine pour la création d'une force permanente. La coopération entre le parti communiste chinois et les partis politiques africains au pouvoir s'est renforcée ces dernières années accordant aux Chinois davantage d'influence dans

---

11. "China's approach to peace in Africa is different. How and why?". (27 janvier 2020). The Conversation.

12. Tristan Gaudiaut. (25 janvier 2022). La Chine à la conquête de l'Afrique. Statista.

13. Gelpern, A. Horn, S. Morris, S. Parks, B. and Trebesch, C. (Mai 2021). "How China Lends". Peterson Institute for International Economics, Washington, D.C.

---

les hautes sphères de pouvoir.<sup>14</sup> Ainsi, la convergence politique a permis à la Chine de tisser des liens privilégiés avec un bon nombre de pays d'Afrique australe mais également d'établir des relations avec plusieurs dirigeants africains. C'est ce qui a amené Pékin à dispenser des formations au profit des cadres dirigeants de ces partis ainsi qu'à coopérer avec ces derniers sur des aspects allant au-delà de la politique.

C'est ainsi que sur le plan militaire, la Chine a augmenté le volume de ses ventes d'armes à destination du continent africain. Depuis 2012, la présence de navires chinois au large des côtes africaines a démontré l'intention de Pékin de protéger ses intérêts dans la région. De plus, la Chine a implanté en 2017 sa première base militaire à Djibouti pour s'offrir un meilleur ancrage sur le continent. Ces initiatives peuvent être replacées dans le cadre de la Belt and Road Initiative. De très nombreux investissements concernent les ports et les infrastructures logistiques. De plus, la Chine participe à la formation du personnel militaire ainsi qu'un grand nombre du personnel de sécurité africain sur le continent et vend des armes aux pays dans le cadre d'accords bilatéraux. La Chine contribue également aux missions de maintien de la paix sur le continent. En 2019, 7 milliards de dollars ont été octroyés par Pékin aux missions de maintien de la paix.<sup>15</sup> Une enquête publiée en novembre 2021 par l'Institut Afrobaromètre conclut que 63 % des Africains interrogés estiment que la Chine a un impact positif dans leurs pays.<sup>16</sup> Selon une étude réalisée par le même Institut dans 36 pays africains, en termes de puissance en Afrique, la Chine serait juste derrière les anciennes puissances traditionnelles. Ainsi 23 % des personnes interrogées considèrent que la Chine est la puissance la plus influente dans leur pays.

Les relations commerciales de la Chine avec ses partenaires africains sont exemptes de toute discrimination entre les régions. Si au premier abord ces relations paraissent être fondées sur des raisons opportunistes, ce n'est pas entièrement vrai. Pour les dirigeants chinois, les relations économiques servent d'abord leurs intérêts mais également ceux des Africains et contribuent à atteindre la vision géopolitique chinoise. Cela supposerait donc que les relations entre la Chine et des pays riches en ressources, à l'instar de l'Angola ou de la République démocratique du Congo, sont également fondées sur des liens politiques et diplomatiques solides. Par ailleurs, l'échange de matières premières avec la Chine permet à l'Afrique de se doter de plus d'équipements et d'élargir l'offre sur le continent. Cependant, la forte pénétration économique de la Chine en Afrique pourrait empêcher le développement du secteur manufacturier. Une grande partie des investissements chinois est consacrée aux secteurs des infrastructures et des matières premières. Puisque plusieurs pays africains ne disposent pas des ressources financières nécessaires pour réaliser ces investissements, la Chine fournit l'apport financier qui permet aux pays africains de se doter de nouvelles technologies en construisant des infrastructures de transport par exemple. Ce sont principalement des investissements réalisés par des opérateurs publics contrairement aux pays occidentaux qui s'appuient davantage sur le secteur privé. Cependant, le revers de la médaille cache une possible dépendance des pays africains à l'égard de la Chine.

La difficulté d'accès des pays africains aux marchés de capitaux et bailleurs de fonds internationaux a été mise à profit par la Chine, ce qui lui a permis de devenir le premier prêteur bilatéral du continent. Depuis le début du 21<sup>ème</sup> siècle, les institutions publiques chinoises ont octroyé beaucoup de prêts à des pays africains. La Chine a lancé un

---

14. Benabdallah, Lina (Octobre 2020) "Power or Influence? Making Sense of China's Evolving Party-to-party Diplomacy in Africa". *African Studies Quarterly*, Volume 19:3-4.

15. Thomas Dyrenforth. (19 août 2021). *Beijing's Blue Helmets: What to Make of China's Role in Un Peacekeeping in Africa*. Modern War Institute.

16. "China's growing presence in Africa wins largely positive popular reviews". (2016). *Afrobarometer Dispatch*. n°122.

---

programme de prêts aux pays en développement principalement dans le cadre de la Belt and Road Initiative. La dette bilatérale africaine due à la Chine est estimée à près de 62 %.<sup>17</sup> En 2019, les crédits chinois accordés à l'Afrique se sont élevés à 148 milliards de dollars. Sur le total de ce montant, 36 milliards sont investis dans le secteur des énergies, 44 milliards sont alloués au développement des infrastructures et 18 milliards sont consacrés au secteur minier. Ces prêts ont largement profité à l'Afrique puisqu'ils ont été à l'origine d'investissements massifs avec des effets importants sur la croissance.<sup>18</sup> Ainsi, ce sont plus d'un millier de projets qui ont été réalisés grâce à ces prêts. Les pays africains sont endettés à différents niveaux. Alors que la dette de l'Angola représente 12 % de son PIB contre 23 % pour le Niger, Djibouti est le pays le plus fortement endetté auprès de la Chine avec 100 % de son PIB.<sup>19</sup> Cependant, cette multiplication de prêts est très vigoureusement critiquée. Souvent, c'est la faiblesse des revenus des pays qui en bénéficient qui est mise en cause. De plus, le manque de clarté quant aux conditions d'octroi est également mis en avant. Le niveau d'endettement de ces mêmes pays a considérablement augmenté avec la crise sanitaire, ce qui les expose à un grand risque de non-solvabilité. Au vu de cette situation, mais également en raison de la non-soutenabilité du modèle de prêts chinois, la Chine a réduit ses prêts. A l'avenir, l'octroi d'un prêt fera probablement l'objet d'études et de considérations plus pointues, ce qui placera les pays africains en mauvaise posture. Ces derniers dépendent déjà grandement des investissements chinois et continueront tout de même à avoir besoin de capitaux étrangers. La réduction des prêts par la Chine sera donc handicapante pour les pays africains qui en ont recours. Ces dernières années ont été marquées par une accumulation de dettes de plus en plus importantes pour de très nombreuses économies africaines. La Chine devra jouer un rôle important dans l'allègement de la dette africaine puisqu'elle représente le principal détenteur de cette dette. Les créanciers chinois semblent d'ailleurs privilégier les discussions bilatérales lorsqu'il s'agit de renégocier les prêts accordés.

Sur le volet économique, les investissements chinois ont enregistré un certain nombre de changements. Alors qu'auparavant l'essentiel des investissements était l'œuvre d'entreprises chinoises d'Etat, en 2020 70 % des investissements étaient l'œuvre d'entreprises privées chinoises. C'est ce qui explique en partie la croissance marquée des investissements au cours des dernières années. Alors qu'en 2003, ces derniers se chiffraient à 4,9 milliards de dollars, ils sont passés à 346,9 en 2015 avant d'atteindre les 473,5 milliards en 2020.<sup>20</sup> Malgré les répercussions économiques de la crise sanitaire qui a ébranlé le monde, la Chine a poursuivi son implication économique sur le continent. De 2020 à juin 2021, les investissements chinois ont atteint 11,2 milliards de dollars selon le China Global Investment Tracker établi par le American Enterprise Institute.

---

17. Subbachi, Paola. (15 janvier 2021). "China's Debt Grip on Africa". Project Syndicate.

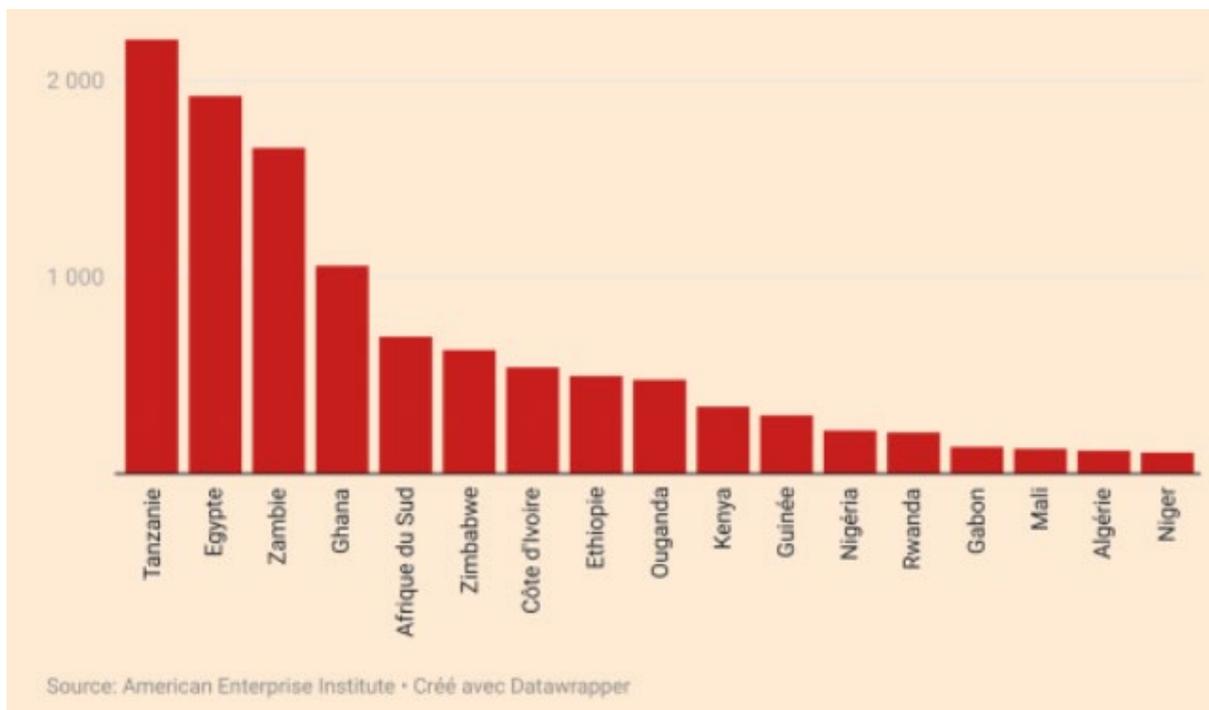
18. Vines, Alex. (10 décembre 2020). China's Southern Africa Debt Deals Reveal a Wider Plan. Chatham House. Londres.

19. Yves Bourdillon. (21 septembre 2021). La dette des pays africains n'a jamais été aussi élevée depuis 20 ans. Les Echos.

20. Chine-Afrique : Algérie, Côte d'Ivoire, Mali... Quels pays ont bénéficié des nouveaux financements chinois ? (2021, septembre 23). Jeune Afrique.

Figure 2

## Investissements chinois depuis la crise sanitaire



Le Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC), créé en 2000, se dédie à la promotion de la coopération politique, économique et commerciale. Sous le couvert économique, les motivations chinoises justifiant la tenue d'un tel Forum concernent la défense des intérêts géopolitiques de Pékin et notamment la question de la rupture des relations des capitales africaines avec Taïwan. Pour certains experts, les efforts chinois en matière diplomatique, à travers notamment le développement de relations avec les dirigeants et élites politiques, cachent un désir d'exportation du modèle de développement chinois en Afrique. C'est ce qui octroie aussi à la Chine une certaine influence auprès de la classe dirigeante africaine. Ainsi, la formation dispensée à ces mêmes dirigeants se déploie sur trois axes. Elle permet d'abord la diffusion du modèle de développement propre à la Chine et répand son mode de gouvernance. Ensuite, il s'agit de développer une élite opérant dans tous les domaines dans l'ensemble des pays africains. Enfin, cette formation permet de sensibiliser la classe dirigeante africaine à la culture chinoise. A titre d'exemple, la Chine est de plus en plus présente dans les médias africains à travers des chaînes de télévision ou encore des stations de radio. Cette initiative lui permet de se donner une voix dans les narratifs africains. Il est indéniable qu'aujourd'hui la Chine joue un rôle important dans les dynamiques africaines mais également dans le développement des relations Sud-Sud à travers une coopération plus poussée. Elle représente un partenaire d'abord économique, puis diplomatique et depuis récemment et à moindre mesure militaire. La croissance de la dette africaine à l'égard de la Chine développe une relation de dépendance accrue qui permet à la Chine d'avoir davantage d'influence.

---

## UNE POLITIQUE AFRICAINE TURQUE QUI SE DIFFÉRENCIE

Depuis 2005, la Turquie a adopté une politique africaine qui a donné une nouvelle impulsion à sa présence sur le continent, devenu l'un des objectifs clés de la politique étrangère turque. Les interactions entre Ankara et l'Afrique sont de plus en plus dynamiques, principalement en termes de commerce et de diplomatie. La Turquie tente d'utiliser tous les canaux dont elle dispose pour accroître son influence. Alors que les représentations diplomatiques africaines en Turquie ne représentaient que 10 en 2008, celles-ci au nombre de 37 en 2021 plus. Les ambassades turques en Afrique étaient au nombre de 43. Après la Chine, les Etats-Unis et la France, la Turquie est le pays le plus représenté diplomatiquement sur le continent. Avec l'organisation de plusieurs sommets Turquie-Afrique, le pays est devenu un partenaire stratégique du continent. Cependant, ces sommets ne représentent pas l'unique déploiement de la politique africaine. Au cours des quinze dernières années, près de trente visites officielles de responsables turcs ont été réalisées dans des pays africains.

L'organisation de Forums économiques entre la Turquie et le continent démontre l'intérêt du développement de la coopération économique et commerciale. Ainsi, le déploiement de 45 conseillers d'affaires turcs dans les pays africains dans l'optique d'encourager les échanges commerciaux est révélateur de l'intérêt économique pour l'Afrique. Cette initiative a permis de faire passer le volume échange de 3 milliards de dollars en 2003 à 26 milliards de dollars en 2021<sup>21</sup>. De plus, les investissements turcs en Afrique représentent 10 milliards de dollars. La valeur des projets turcs domiciliés en Afrique ont atteint 71,1 milliards de dollars à la fin de 2021. De plus, à travers sa compagnie aérienne Turkish Airlines, la Turquie se positionne comme un partenaire stratégique pour l'ensemble du continent. En plus de desservir 61 destinations à travers le continent, la compagnie permet également de relier certains pays africains par voie aérienne en raison de la complexité de la réglementation aérienne. Le positionnement de l'Ethiopie, à l'entrée de l'Afrique de l'Est, représente un intérêt stratégique pour Ankara. Après la Chine, la Turquie est le second investisseur en Ethiopie puisque le pays comptabilise un tiers de l'ensemble de ses IDE<sup>22</sup>. Sur le plan énergétique, la Turquie est importante pour le continent puisqu'elle représente l'un de leurs principaux importateurs de produits énergétiques. A titre d'exemple, 90 % des importations turques en provenance du Nigeria sont constituées de gaz naturel liquéfié et de pétrole<sup>23</sup>. Au Tchad ainsi qu'en Somalie, les entreprises turques ont été invitées à se lancer dans l'exploitation pétrolière.

Sur les questions agricoles, la Turquie considère que l'Afrique est un partenaire stratégique. En 2017, le pays organise le premier forum agroalimentaire qui rassemblera 40 ministres de l'Agriculture.<sup>24</sup> Ce forum débouchera sur la signature d'accords avec six pays. De plus, l'Agence turque de développement agit auprès des agriculteurs africains en leur fournissant du matériel ainsi que des engrais et pesticides pour améliorer les processus et la production agricole. L'agence de développement est très active sur l'ensemble du continent à travers la mise en place de projets de développement. Celle-ci est d'ailleurs présente dans 22

---

21. Nosmot Gbadamosi. (22 décembre 2021). Turkey Deepens Its Footprint in Africa, Foreign Policy.

22. Teresa Nogueira Pinto. (21 Août 2021). Turkey's strategy for Africa. Geopolitical Intelligence Services.

23. Omid Shokri Kalehsar, "Turkey's focus on Africa: energy security, political influence and economic growth," United World, 17 février 2020.

24. "FAO buttresses growing cooperation between Turkey and Africa," Food and Agriculture Organization of the United Nations, 27 avril 2021.

---

pays. Elle a contribué au déploiement d'une forte coopération dans le domaine de la formation. Ainsi, la Turquie est aujourd'hui très présente sur le continent à travers des écoles, des établissements religieux mais également par la construction d'hôpitaux et de centres de santé. La jeunesse africaine est fortement impactée par la politique en termes d'éducation de la Turquie. La Fondation Maarif, créée par l'Etat, a mis en place 175 écoles dans 26 pays à travers le continent. De plus, les étudiants africains sont constamment encouragés, à travers l'attribution de bourses, à poursuivre leurs études en Turquie. Le pays tente donc de se positionner comme une alternative à l'enseignement européen qui parvient tous les ans à attirer des milliers d'étudiants africains.

Tout comme le reste des puissances opérant sur le continent, la Turquie dispose de liens sécuritaires et militaires avec des pays africains. Les intérêts turcs en matière sécuritaire sont principalement situés dans la Corne de l'Afrique et en Afrique du Nord. Les forces armées turques dispensent des formations aux forces de sécurité africaines comme, c'est le cas en Libye et en Somalie. A Mogadiscio, la Turquie a procédé à la construction d'un centre de formation militaire dans l'optique de former l'armée somalienne pour contribuer à la lutte contre le groupe extrémiste Al-Shabab. Au cours des cinq dernières années, 15 000 militaires ont été formés par les Turcs dans ce centre<sup>25</sup>. Plus récemment, la Turquie a remboursé 2,4 millions de dollars de la dette somalienne au Fonds monétaire international (FMI). La récente convergence des puissances étrangères à Djibouti a incité la Turquie à étendre sa présence dans le pays pour élargir son influence en mer Rouge.

En Libye, la Turquie tente de préserver ses intérêts en termes de ressources énergétiques. Ankara a fait part de ses revendications sur les ressources qui se trouvent au centre de frontières maritimes contestées. De ce fait, le pays se trouve face à une forte concurrence avec plusieurs pays, notamment la Grèce, l'Egypte, Chypre ou encore Israël. Suite à l'accord conclu entre le gouvernement turc et le gouvernement de Tripoli reconnu par les Nations unies, les Turcs ont formé les forces armées libyennes. Le rôle primordial joué par Ankara s'est également accompagné d'une plus grande coopération militaire et économique avec certains pays du Maghreb, à savoir l'Algérie et la Tunisie. En Afrique de l'Ouest, et dans l'intérêt de poursuivre son objectif de contribuer à instaurer la paix sur le continent, la Turquie a apporté une contribution financière de 5 millions de dollars au G5 Sahel.<sup>26</sup> Par ailleurs, Ankara a déployé des attachés militaires dans 19 pays africains.<sup>27</sup>

La politique africaine turque s'est déployée en deux étapes. Depuis que celle-ci a été adoptée, le pays a tenté de s'implanter sur le continent à travers des initiatives plus diplomatiques. Devant la multitude de partenaires déjà présents, la Turquie a dû se frayer un chemin. Dans une seconde étape, la Turquie s'est appuyée sur des partenariats pour renforcer sa présence et son influence sur le continent, présence et influence fortement contestées par des puissances également présentes sur le continent. Ankara est perçue comme un concurrent pouvant contrer leurs objectifs stratégiques. La différence de la Turquie réside principalement dans le fait que sa politique repose sur un dialogue ouvert et une très forte interaction. Les initiatives mises en place sont souvent discutées et approuvées par les deux parties.

---

25. Mahad Wasuge. (2016). "Turkey's Assistance Model in Somalia: Achieving Much with Little," The Heritage Institute for Policy Studies.

26. "Signature entre le G5 Sahel et la présidence de l'industrie de défense turque d'un contrat de soutien à la Force Conjointe", G5 Sahel, 19 août 2021.

27. Anadolu Agency. (2021, octobre 21). L'influence de la Turquie en Afrique en hausse.

---

## CONCLUSION

Dans le contexte mondial actuel, les dynamiques africaines sont en constante évolution. Les relations extérieures entretenues par le continent se complexifient à mesure que de nouveaux acteurs se démarquent sur la scène africaine. Bien que cette publication se concentre sur trois puissances principales et analyse leurs interactions avec l'Afrique, plusieurs pays tentent d'y créer des zones d'influence rappelant ainsi la ruée vers l'Afrique qui avait eu lieu au 19<sup>ème</sup> siècle. Ainsi, on remarque une montée en puissance des pays du Moyen-Orient, à l'instar des pays membres du Conseil du Golfe et d'Israël, mais également de nouveaux partenaires asiatiques comme c'est le cas du Japon et de l'Inde. Ces derniers mettent leurs moyens en œuvre pour s'assurer un positionnement stratégique sur le continent et servir leurs intérêts. Par ailleurs, la multiplication des partenaires ainsi que la complexité des liens entre ces derniers ne sont pas sans conséquences sur leurs alliés africains. De plus, la multiplication des partenariats militaires ne représente que la partie immergée de l'iceberg. Ces derniers revêtent en réalité des alliances complexes qui se déploient entre services de renseignements des différents pays ainsi qu'à travers la fourniture d'armes ou la formation en matière sécuritaire. De plus, ces différents partenariats reflètent les rivalités qui existent entre les différentes puissances présentes sur le continent. La compétition géostratégique ne concerne plus seulement la superposition des nouvelles puissances à celles dites traditionnelles. Les pays émergents sont également parvenus à devenir des concurrents stratégiques. Ainsi, la présence militaire sur le continent est représentative des rapports de force entre ces mêmes puissances.

La rivalité sino-américaine sur les plans économique et commercial a été transposée dans la conception de leurs relations ainsi que de leur stratégie avec l'Afrique. L'octroi de crédits chinois, que Pékin tire d'institutions financières ou de fonds tels que la Banque des BRICS, par exemple, lui permettent d'engager des travaux plus rapidement que le reste des partenaires occidentaux. De plus, les contraintes imposées sont moins pesantes que celles requises par les Occidentaux. Pour le continent cela signifie plus de partenariats ainsi qu'un développement économique et une industrialisation mais également une dépendance de plus en plus croissante vis-à-vis de la Chine. Cependant, les Etats-Unis sont très critiques à l'égard de cette politique chinoise estimant qu'elle est déloyale mais qu'elle entraîne également un surendettement du continent et donc une influence trop importante sur ce dernier. Dans l'optique de ne pas perdre en influence et de ne pas permettre au concurrent chinois d'avoir de l'emprise sur les pays africains, les Américains tentent de contrer les investissements de la Chine, principalement dans les zones stratégiques comme c'est le cas de l'Afrique de l'Est. Les Etats-Unis ont d'ailleurs incité certains pays à revoir leurs partenariats avec la Chine. Les conséquences de cette guerre commerciale qui oppose deux géants sont observables en Afrique, laquelle, du fait de ses ressources naturelles intervient au tout début de la chaîne de production des produits chinois. Puisqu'ils sont aujourd'hui plus taxés par les Etats-Unis, les produits chinois ne se vendent pas autant et l'Afrique subit le contrecoup. De plus, lorsque l'économie chinoise ralentit ou lorsque les cours des matières premières s'effondrent du fait d'un ralentissement des économies de ces mêmes puissances, l'Afrique en paye le prix.

La rivalité entre la Russie et les Etats-Unis et la France est également palpable dans les dynamiques africaines. Les récentes initiatives russes pour reprendre la main militairement sur une partie du continent ne sont pas passées inaperçues et s'inscrivent dans une logique de réponse aux sanctions internationales imposées à la suite de la guerre en Ukraine. En déployant ses militaires dans des pays africains ou encore en ayant recours à sa compagnie de sécurité privée, la Russie se saisit de territoires qui faisaient partie intégrante de la zone d'influence française. Les Russes ont même réussi à semer le doute sur la présence militaire française en Afrique.

## À propos de l'auteur, Oumnia Boutaleb

Oumnia Boutaleb is an International Relations Specialist at the Policy Center for the New South. Her research focuses on West Africa with a focus on selected countries in the region.

She joined the Policy Center for the New South in March 2019, after earning a Master's degree in International Affairs from the Institute of Political Studies in Aix-en-Provence and a Bachelor's degree in Political Science from the School of Governance and Economics in Rabat. Prior to joining the Policy Center for the New South, Oumnia interned at the National Council for Human Rights and the German International Cooperation Agency (GIZ) before beginning a short stint in strategic consulting at Grant Thornton. She is currently preparing a Master's degree in Geopolitics and Geo-economics of Emerging Africa at HEC Paris.

## À propos de Policy Center for the New South

Le Policy Center for the New South: Un bien public pour le renforcement des politiques publiques. Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global.

Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains. [Read more](#)

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur.

## Policy Center for the New South

Building C, Suncity Complex, Al Bortokal Street Hay Riad 10100 - Rabat

Email : [contact@policycenter.ma](mailto:contact@policycenter.ma)

Phone : +212 (0) 537 54 04 04 / Fax : +212 (0) 537 71 31 54

Website : [www.policycenter.ma](http://www.policycenter.ma)

